



Bibliographie sélective

Formation continue et milieu de travail - Financement alternatif et innovations

Préparée par le
Centre de documentation sur l'éducation des adultes
et la condition féminine (CDÉACF)

Octobre 2012

Cette bibliographie présente une sélection de titres portant sur les méthodes de financement alternatifs ainsi que les innovations sociales de la formation continue en lien avec le milieu de travail. Certains titres sont disponibles pour le prêt ou la consultation au CDÉACF, d'autres sont accessibles en ligne. Pour consulter les versions PDF, il suffit de cliquer sur le lien « Disponible en ligne », ou de rechercher les titres dans notre catalogue au <http://cdeacf.ca/documents>.

FINANCEMENT ALTERNATIF

Bentabet, Elyes, et al. **Les organismes paritaires collecteurs agréés : acteurs du changement des comportements de formation des petites entreprises**. [S.l.] : Centre d'études et de recherches sur les qualifications, 2005. 108 p. (Relief; no 11)

Disponible en ligne : http://cereq-bretagne.univ-rennes1.fr/digitalAssets/100/100583_relief11.pdf

Bernier, Philippe. « **La professionnalisation : financement et utilisation par les entreprises** ». Dans *Actualité de la formation permanente*, no200 (2006). Pp. 26-31

Résumé : L'analyse des textes montre la diversité des positionnements suite à la réforme : co-engagement ou non, tutorat obligatoire ou non, variation des taux de prise en charge, etc. Ces dispositions vont offrir de multiples possibilités ou au contraire provoquer des cloisonnements. Dans les entreprises, la réforme de la formation permet de construire des parcours dépassant le "simple" rapport obligatoire à la formation. Plusieurs possibilités s'offrent aux entreprises et à leurs salariés : l'action du plan de formation intégrant une approche professionnalisante au travers de la période et ce, à l'initiative de l'entreprise; l'action de formation professionnalisante bâtie à l'initiative du salarié au travers du Dife; enfin, un parcours résultant d'une co-construction entre le salarié et l'employeur. Dans tous les cas, le rôle des Opca est essentiel, en matière de financement mais aussi d'information. C'est ce que met en lumière une enquête réalisée par Caraxo Conseil auprès d'entreprises et d'Opca. Pour les organismes de formation, il s'agit de s'adapter aux conséquences de la "branchification" de la formation en construisant des parcours à la fois complets et modulables. Quant au tutorat, s'il n'est pas obligatoire dans le contrat de professionnalisation, il est fortement encouragé par les accords de branches et les aides financières des Opca. La professionnalisation devient alors un outil pédagogique et stratégique au service de la GPEC.



Berthet, Vincent, et al. « **De l'emploi pour tous : quelles innovations? quelles solidarités? : dossier** ». Dans *Économie et humanisme*, no 381 (juin 2007)

Chochard, Yves. « **Et si on évaluait le rendement de la formation en entreprise sur la base des compétences développées par le personnel? : présentation d'une nouvelle approche** ». Dans *Bulletin de l'Observatoire Compétences-Emplois*, vol. 1, no 2 (octobre 2010)

Disponible en ligne : http://www.cirdep.uqam.ca/images/images/PDF/octobre_2010/obcearticle121.pdf

Conseil National de la Formation Professionnelle Tout au Long de la Vie. **Une première approche du financement et des effectifs de l'apprentissage en France**. [St-Denis La Plaine] : Le Conseil, 2007. 106 p.

Disponible en ligne : http://www.cnfptlv.gouv.fr/pdf/premiere_approche.pdf

Résumé : Ce rapport qui présente l'ensemble des flux financiers qui relient les contributeurs et les bénéficiaires du financement de l'apprentissage et met en regard des sources d'informations, nationales et régionales. Il identifie les grandes masses financières qui, hors flux intermédiaires, portent à 5,6 milliards d'euros les dépenses exposées en 2004 pour 360 000 apprentis. Cette étude fournit également, à partir d'une exploitation des comptes financiers des CFA (Centres de formation d'apprentis), des informations sur le financement de l'offre de formation par apprentissage. Ces données, disponibles par région, sont rapprochées des effectifs pondérés d'apprentis.

Cour des comptes (France). **La formation professionnelle tout au long de la vie : rapport public thématique**. [Paris] : Cour des comptes, 2008. 239 p.

Disponible en ligne : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/084000627/0000.pdf>

Froissart, Catherine; Darty, Franck; Durand, François. « **Les apprentis face au contrat d'apprentissage : appréciation sur une filière de formation** ». Dans *Recherche sociale*, no 140 (oct.-déc. 1996). 79 p.

Résumé : Ouvrage qui analyse l'impact du statut de salarié sur l'appréciation que portent les apprentis sur l'apprentissage. Pour ce faire, les auteurs déterminent d'abord les caractéristiques sociales et individuelles explicatives de la relation entre les apprentis et le monde professionnel, ainsi que les effets de l'apprentissage sur celle-ci. Ils vérifient ensuite en quoi l'apprentissage a pu contribuer à modifier cette relation afin d'être en mesure de se prononcer sur son rôle.

Julien Jean-Denis. **Les commissions scolaires et la formation de base en entreprise : des actions qui portent des fruits**. [Québec] : Table des responsables de l'éducation des adultes et la formation professionnelle des commissions scolaires du Québec, 2006

Disponible en ligne : <http://www.treaqfp.qc.ca/107/pdf/FormationDeBase.pdf>

Résumé : Ce document dresse le portrait des réalisations des commissions scolaires en entreprise et se questionne sur les moyens à prendre pour faire progresser la formation de base en entreprise.

Kapsalis, Constantine. **Formation des employés : une perspective internationale**. Ottawa : Statistique Canada; Développement des ressources humaines Canada, 1997

Disponible en ligne : <http://www.bdaa.ca/biblio/recherche/sna/ialsf/trainf/trainf.pdf>



Résumé : L'étude se base sur les données de l'Enquête internationale sur l'alphabetisation des adultes (EIAA) pour examiner la question de la formation des employés et employées à temps plein de 25 à 60 ans dans sept pays. On y traite principalement du niveau de l'effort de formation, du nombre d'heures de formation dans chaque pays, du financement et de l'accès à la formation ainsi que des raisons pour lesquelles le personnel suit de la formation.

Note : *Particulièrement le chapitre 3 : Sources de financement, pp. 21-22.*

Kyrö, Matti. **La formation et l'enseignement professionnels en Finlande : une brève description.**

Thessalonique, Grèce; Luxembourg : Centre européen pour le développement de la formation professionnelle; Office des publications officielles des Communautés européennes, 2006. (Cedefop panorama series; 132)

Disponible en ligne : http://www.cedefop.europa.eu/EN/Files/5171_fr.pdf

Lalande, Daniel. **La formation de base des personnes en emploi : l'expérience des organismes de formation et des comités sectoriels.** [Québec] : Ministère de l'emploi et de la solidarité sociale, Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique; Direction générale des politiques; Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, Direction de l'évaluation, 2005

Disponible en ligne : http://emploi.quebec.net/publications/pdf/00_etude_formationbase2005.pdf

Note : *Particulièrement le chapitre 3.4 : Le financement de la formation de base des personnes en emploi, pp. 50-55.*

Legoupil, Nathalie, et al. « **Le financement de la formation en entreprise depuis la réforme : dossier** ». Dans *Actualité de la formation permanente*, no 205 (2007). Pp. 5-47

Les modes de financement de l'éducation : rapport intégrateur faisant suite aux travaux d'experts chercheurs. Québec : Ministère de l'éducation des loisirs et du sport, 2007

Disponible en ligne : <http://www.mels.gouv.qc.ca/sections/modesFinancement/pdf/rapport.pdf>

Organisation de coopération et de développement économiques. **L'apprentissage tout au long de la vie : aspects économiques et financiers.** Paris : Organisation de coopération et de développement économiques, 2001. 192 p.

Revue de l'état de la situation en apprentissage en milieu de travail : ce que nous savons et ce que nous devons savoir sur les compétences, la diversité, l'apprentissage virtuel, et l'amélioration des performances humaines. [Ottawa] : Conseil canadien sur l'apprentissage, 2006

Disponible en ligne : <http://www.ccl-cca.ca/pdfs/StateOfField/SFRWorkplaceLearningJune06F.pdf>

Smith, Michael R.; Gagnon, Marie-Ève. **Les différences interprovinciales dans les pratiques de formation et leurs effets : rapport final de recherche.** [Montréal] : [s.n.], 2010

Disponible en ligne : http://www.cpmr.gouv.qc.ca/publications/pdf/RECHERCHE_rapport_smith_gagnon.pdf



Résumé : Dans ce projet Michael R. Smith et Marie-Ève Gagnon de l'Université McGill partent d'un contexte institutionnel de la formation en entreprise différent d'une province à l'autre. Ils examinent les types de formation offerte dans les entreprises et leurs fréquences. Ils évaluent également l'incidence de la formation sur le revenu et la carrière des employés ainsi que sur la performance des entreprises du Québec. L'étude est réalisée dans une perspective de comparaison des provinces et régions du Canada et une analyse statistique poussée d'informations détaillées sur les pratiques de formation dans les provinces canadiennes est effectuée. Des différences sont observées au niveau de la formation structurée ou en cours d'emploi ainsi que sur l'impact de l'investissement de la formation sur la productivité.

Table des responsables de l'éducation des adultes et la formation professionnelle des commissions scolaires du Québec. **Avis de la TRÉAQFP au comité d'experts sur le financement de l'éducation des adultes et de la formation continue.** [Ste-Foy], Qc : Table des responsables de l'éducation des adultes et la formation professionnelle des commissions scolaires du Québec, 2003. 15 p.

Disponible en ligne : http://www.treaqfp.qc.ca/103/pdf/avis_treaq_experts.pdf

ASPECT SOCIAL

Bourdon, Jean, et al. « **Contre le chômage : la formation? : variations européennes** ». Dans *Sociologie du travail*, vol. 37, no 4 (1995). Pp. 495-774

Résumé : Le document traite de la formation, une vision économique réévaluée de l'investissement éducatif, politique éducative, amélioration des compétences, diplômés par l'économie, Espagne, capital humain, implantation industrielle en Allemagne, marché du travail, commerce international et compétences professionnelles (1976-1989), adaptation aux changements structurels et formation continue des travailleurs en Europe, ressources humaines, formation professionnelle, service public de l'emploi, Italie : le chômage des jeunes diplômés, Grande-Bretagne : formation, relation ente la formation et le chômage en France.

Christen-Gueissaz, Éliane, et al. **Recherche-action : processus d'apprentissage et d'innovation sociale.** Paris : L'Harmattan, 2006. 235 p. (Recherche-action en pratiques sociales)

Comeau, Yvan. **Emploi, économie sociale, développement local : les nouvelles filières.** Ste-Foy, Qc : Presses de l'Université du Québec, 2001. Xxv, 302 p. (Pratiques et politiques sociales)

Comeau, Yvan. **La recherche sur l'éducation coopérative : un point de vue méthodologique.** Montréal : Chaire de coopération Guy-Bernier de l'UQAM, 1997. [3], 24 f. (Cahiers de recherche; no 0197-082)

Coulombe, Serge; Tremblay, Jean-François. **Le capital humain et les niveaux de vie dans les provinces canadiennes.** Ottawa : Statistique Canada, 2006

Disponible en ligne : <http://publications.gc.ca/collections/Collection/Statcan/89-552-MIF/89-552-MIF2006014.pdf>

Résumé : Dans cette étude de Statistique Canada, les chercheurs examinent le rôle que joue l'accumulation du capital humain dans la détermination des niveaux relatifs du revenu par habitant dans les provinces canadiennes entre 1951 et 2001. Ils font appel à deux indicateurs différents du capital humain, fondés respectivement sur la réussite universitaire et les résultats en littératie. L'analyse empirique des données les autorise à « distinguer l'apport du capital humain de celui des améliorations institutionnelles ou de l'investissement dans l'infrastructure sociale, qui ont tous deux reçu une attention considérable dans les études récentes de la croissance transnationale ».



Gérard, Pascale. **La formation professionnelle : clé pour l'innovation sociale, économique et territoriale.**
Arcueil, France : Éducation permanente, 2010

Résumé : Pour une région, la formation professionnelle et l'apprentissage représentent un élément nécessaire mais non suffisant de développement territorial. Il convient, dans une gouvernance coordonnée, de piloter tous les leviers du développement économique, dont la formation est un des facteurs puissants. Seul un changement de conception du système de formation professionnelle, décloisonné et associant plus étroitement les entreprises et les partenaires sociaux, acteurs de la création de richesse, permettra de donner un souffle nouveau au développement des territoires.

Monchatre, Sylvie, et al. « **Les usages sociaux de la compétence : dossier** ». Dans *Formation emploi*, no 99 (juill.-sept. 2007). Pp. 5-102

Santelmann, Paul, et al. « **Responsabilité sociale des entreprises et formation** ». Dans *Éducation permanente*, Hors-série AFPA (sept. 2011). 166 p.

St-Germain, Lise. **L'expérience des emplois de solidarité, une réponse à l'exclusion des personnes peu scolarisées en regard du monde du travail [ressource électronique] : exploration d'une pratique sociale novatrice en matière d'emploi.** Montréal : Université du Québec à Montréal, 2004. Xvi, 229 f.

Disponible en ligne : <http://bv.cdeacf.ca/documents/PDF/rayonalph/77836.pdf>

Résumé : Témoin depuis plus de quatorze années de la réalité des personnes peu scolarisées, l'auteure de ce mémoire de maîtrise, déposé à l'Université du Québec à Montréal, propose une réflexion sur les pratiques sociales et les politiques publiques en matière d'insertion professionnelle. Cette recherche-action explore la problématique de l'insertion à l'emploi des populations en difficulté, particulièrement à travers le projet pilote « Emplois de solidarité » mené à Trois-Rivières par le Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire (COMSEP). L'auteure espère que cette étude contribuera au débat social concernant les politiques publiques en matière d'intégration à l'emploi et de lutte à l'exclusion et à la pauvreté.

Tugal, Marie; Centre Inffo. **La formation, principal levier de l'insertion?** St-Denis : Centre Inffo, 2012. 40 p.

Disponible en ligne : <http://ressources.centre-inffo.fr/La-formation-principal-levier-de-l.html>

Résumé : La sécurisation des parcours d'insertion est la grande priorité des périodes de difficultés économiques et sociales. Centrée sur les personnes les plus éloignées de l'emploi, elle doit à la qualité du service qui leur est offert ses meilleures chances d'aboutir.

Trois principaux leviers sont sollicités : l'accompagnement social et professionnel de ces personnes, leur intégration dans des actions de formation ciblées, le recours à des méthodes pédagogiques innovantes de nature à les faire accéder à une qualification ou, mieux, à une certification.

Ce parcours de type « orientation > formation > qualification » est-il la meilleure option pour tous ? Et faut-il alors renforcer les partenariats qui assurent la continuité des financements ? Ou bien s'agit-il plutôt de mieux articuler entre eux les dispositifs en présence, aussi diversifiés qu'il existe de statuts de bénéficiaires ou de territoires, autrement dit de clarifier le rôle des uns et des autres?